



RÉSIDENCES PRIVÉES POUR ÂNÉ-ES



NUMÉRO 4

10 DÉCEMBRE 2025



LA MÊME VIEILLE CASSETTE

Devant autant de mépris, plusieurs RPA, notamment le Manoir St-Augustin ainsi que la résidence Le Duplessis et la Villa Saint-Alexis, ont adopté des moyens de pression, allant jusqu'à la possibilité de la grève pour ces deux dernières. Le message est clair : nous tiendrons bon jusqu'à obtenir les ententes que nous méritons.

Rappelons-le, c'est grâce à la mobilisation que les travailleuses et les travailleurs ayant déjà conclu leur entente ont obtenu les gains importants qu'ils méritent.

À l'approche des fêtes, il est plus important que jamais de rappeler le rôle essentiel que jouent nos membres dans la société. Si certains employeurs semblent oublier à quel point leur personnel est indispensable au bon fonctionnement de leur établissement et au bien-être des résidents, qu'ils se le tiennent pour dit : nous serons toujours là pour leur rappeler, haut et fort, et avec toute la puissance de notre mobilisation et de notre solidarité!

C'EST L'HEURE DE PASSER AUX MOYENS DE PRESSION

La négociation coordonnée des travailleuses et travailleurs des résidences privées pour aînés (RPA) continue d'avancer.

Toutefois, la majorité de nos unités sont encore à la table... et accusent des retards importants en raison du manque flagrant de volonté des employeurs à négocier. Sur le terrain, la frustration est bien réelle, tout comme la détermination d'obtenir enfin une bonne convention collective. À ce jour, pas moins de dix ententes de principe respectent pleinement la plateforme des objectifs fixés de la négo

coordonnée. Ces gains démontrent clairement l'efficacité de notre stratégie collective.

Mais les défis demeurent : une vingtaine de RPA sont toujours en négociation et font face à des offres patronales qui n'atteignent même pas le niveau de l'inflation. Les employeurs persistent dans la politique de l'autruche : ils prétendent offrir des conditions généreuses ou tentent de faire croire que les demandes légitimes des salarié-es mettraient leurs établissements en péril.